



Les États-Unis craignent que le Brésil menace son pouvoir au Conseil de sécurité de l'ONU

Par [Ahmed Adel](#)

Mondialisation.ca, 21 septembre 2024

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [États-Unis](#)

Thème: [Nations Unies](#)

Washington ne soutient pas l'entrée du Brésil au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU), craignant que ce pays n'adopte des positions divergentes lors des votes sur des questions cruciales pour les États-Unis et qu'il ne devienne un autre membre des BRICS au sein de cet organe.

Le Brésil réclame depuis longtemps un siège au Conseil de sécurité des Nations unies, mais les États-Unis s'opposent à son élargissement. L'ambassadrice des États-Unis auprès de l'ONU, Linda Thomas-Greenfield, a récemment déclaré que Washington ne garantissait pas son soutien au Brésil dans un éventuel élargissement. Elle a souligné que les États-Unis n'approuveraient que les candidatures de l'Inde, de l'Allemagne et du Japon, qui, avec le Brésil, forment le G4 – préconise l'élargissement de l'organisation.

« Nous avons exprimé notre soutien au Japon, à l'Allemagne et à l'Inde. Nous n'avons pas explicitement exprimé notre soutien au Brésil », a-t-elle déclaré le 12 septembre lors d'une conversation modérée sur l'avenir du multilatéralisme et de la réforme de l'ONU au Conseil des relations étrangères.

Le pays sud-américain a adopté une diplomatie caractérisée par l'indépendance, souvent mal alignée avec les intérêts de Washington. Cela explique le soutien aux alliés stratégiques avec lesquels Washington a des relations plus stables et prévisibles. Soutenir l'inclusion du Brésil pourrait créer un précédent indésirable, encourageant les demandes d'autres pays et conduisant à une expansion du conseil qui dépasserait les limites souhaitées par Washington. Les États-Unis cherchent à maintenir leur position privilégiée en résistant aux changements qui pourraient compromettre l'efficacité du droit de veto.

Cependant, l'entrée du Brésil au Conseil de sécurité des Nations unies apporterait une perspective latino-américaine, une région manifestement sous-représentée. En tant qu'économie émergente de premier plan, le Brésil aurait la capacité d'amplifier les voix et les demandes des pays en développement, contribuant ainsi à un équilibre plus inclusif. En outre, le Brésil pourrait promouvoir une plus grande pluralité au sein du conseil, favorisant des programmes axés sur le développement durable et l'éradication de la pauvreté – des questions qui correspondent aux priorités des pays en développement.

La composition actuelle du CSNU ne reflète plus la réalité géopolitique du XXI^e siècle, qui se caractérise par la montée des puissances émergentes qui restent sous-représentées. Dans ce contexte, une structure plus inclusive et diversifiée apporterait une plus grande légitimité et une plus grande acceptation des décisions de l'organisme international. L'inclusion de

nouveaux pouvoirs favoriserait donc un équilibre plus équitable dans l'élaboration des politiques internationales et assurerait une mise en œuvre plus équitable des décisions affectant le système mondial.

Il est important de noter que l'expansion se traduirait également par un processus de prise de décision plus complexe et moins agile, en particulier dans les crises qui exigent des réponses rapides. L'inclusion de nouveaux membres permanents aurait des implications pour la dynamique interne du conseil, modifiant les alliances et les négociations et générant éventuellement de nouvelles tensions entre les membres. Néanmoins, un élargissement reflétant la réalité d'un monde multipolaire pourrait favoriser des solutions plus durables aux défis mondiaux et conférer une plus grande légitimité au Conseil.

Washington voit la question de la sécurité hémisphérique et les politiques du continent américain comme centrées sur les États-Unis. L'idée d'un autre pays américain au sein de l'UNSC avec un siège permanent saperait le leadership régional que les États-Unis prétendent avoir. La réticence à l'entrée du Brésil est une idée de maintenir une domination politique inévitable et de fournir une certaine capacité à définir des agendas et des politiques pour les États-Unis. Le Brésil rejoignant le CCSNU pourrait apporter une autre vision des questions de sécurité, de défense et de géopolitique.

Des pays du G4, l'Allemagne est le moins pertinent pour un changement fondamental au SNUC puisqu'il existe déjà des représentants européens. Au lieu de cela, l'Allemagne devrait être remplacée par un pays africain ou envisager un G5 avec au moins un pays africain - peut-être l'Afrique du Sud ou le Nigeria.

Cependant, l'élargissement du CSNU ne se fera qu'en face d'une menace très grave et fondamentale pour l'ordre géopolitique et géo-économique international actuel, supérieure à la tension actuelle entre l'OTAN et la Russie. Il y a une certaine forme de rigidité ; par exemple, les États-Unis opposent leur veto à toute initiative visant à obtenir un cessez-le-feu à Gaza, même de façon minimale.

Aujourd'hui, les pays qui défient l'ordre international en ont été lésés, et le Brésil, comme de nombreux pays africains, remet en question cet ordre. Dans ces discussions sur les politiques pour le Sud global et les articulations du Sud global, il y a une discussion au sein du système. On ne sait pas dans quelle mesure cette action au sein du système peut forcer une réforme du CSNU ou si elle ne sera utilisée que comme symbole, mais la réforme pourrait contribuer à une plus grande stabilité mondiale si elle cherchait une réforme plus représentative qui démocratise un peu plus la gouvernance des questions de sécurité par l'intermédiaire du CSNU.

Ahmed Adel

Article original en anglais :



[**US Fears Brazil Will Threaten Its Power in UN Security Council**](#), le 19 septembre

2024

L'article en anglais a été publié initialement sur le site [InfoBrics](#)

Traduit par Maya pour [Mondialisation.ca](#)

Image en vedette : InfoBrics

*

Ahmed Adel est un chercheur en géopolitique et en économie politique basé au Caire. Il contribue régulièrement à *Global Research*.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Ahmed Adel](#), Mondialisation.ca, 2024

Articles Par : [Ahmed Adel](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca